

Vos dépenses en 2012

Algériens, votre portefeuille sera sollicité, parfois fortement, en cette année 2012. Plusieurs augmentations de prix sont attendues, qu'il s'agisse de la plupart des denrées alimentaires, des frais de transport ou de plusieurs biens d'équipement.

Une inflation normale dans certains cas, estimée à 4% par la loi de finances 2012 et censée être maîtrisée. Néanmoins, une hausse des prix que l'amélioration des revenus, la revalorisation des salaires et des pensions de retraite notamment, favorisent cependant, et de facto, dans un marché encore désorganisé et mal régulé et où le pouvoir d'achat des citoyens reste encore limité.

Mais bonne nouvelle, les Algériens ne paieront pas plus cher leur consommation d'eau et d'énergie et assumeront leurs charges fiscales sans changement. En effet, la loi de finances 2012 ne prévoit pas de réajustement fiscal à la hausse mais plutôt des exonérations et des réductions pour certains produits.

Chérif Bennaceur

● VÉHICULES NEUFS

Possible hausse des prix



Les prix des véhicules neufs risquent d'être plus chers sur le marché national au cours des prochains mois. Raison de cette hausse, la crise économique et financière

mondiale qui impacte sur le transport maritime et aérien, engendrant d'importants surcoûts que les distributeurs et concessionnaires automobiles seraient amenés à répercuter sur les prix locaux.

Néanmoins, cette hausse potentielle ne devrait pas influencer sur le rythme d'achat des véhicules neufs, dont le volume a dépassé en 2011 les 250 000 unités importées et qui devrait se situer également à ce niveau en 2012. D'autant que la suspension du crédit bancaire à la consommation n'a pas bridé le développement du marché automobile, comme escompté par les pouvoirs publics.

● CERTAINS PRODUITS

DE LARGE CONSOMMATION

Stabilité



Les prix de certains produits de large consommation, notamment le pain et le lait, ne devraient pas changer.

Ces produits bénéficient, en effet, d'une subvention de l'Etat qui concerne la poudre de lait, les céréales ainsi que le sucre et l'huile, et entérinée par les lois de finances successives dont celle de 2012 qui l'a fixée à 200 milliards de dinars.

● TRANSPORTS

Le billet plus cher



Des augmentations des tarifs pour les différents modes de transport sont attendues cette année.

S'agissant du transport aérien et maritime, les prix des opérateurs nationaux et étrangers pour-

raient augmenter, dans le cadre de leurs stratégies commerciales propres mais surtout en raison de la crise économique internationale et ses répercussions sur les coûts des carburants et intrants de fabrication. Cela même s'il n'y a pas d'annonces officielles en ce sens. Toutefois, c'est le transport par voie terrestre qui risque d'être plus cher. Certains opérateurs privés envisagent, en effet, des hausses de 5 à 10 dinars la place dans les taxis collectifs ou les bus urbains et suburbains, dans le but d'ajuster leurs tarifs par rapport à ceux du public, et ce, même si cette hausse n'est pas encore agréée par l'ensemble des transporteurs et non avalisée par les pouvoirs publics.

● ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Mêmes tarifs



Les tarifs de l'électricité et du gaz resteront inchangés encore en 2012. Les pouvoirs publics ne comptent pas revoir les tarifs à la hausse par souci d'harmonie sociale et même si le maintien de la tarification actuelle, inchangée depuis 2006, freine le développement des sociétés de distribution de l'électricité et du gaz.

Certes, l'énergie est censée officiellement être accessible à près de 100% de la population algérienne en termes d'électrification rurale et urbaine et de distribution publique et en bouteille. Néanmoins, les dysfonctionnements et les insuffisances des réseaux de transport et de distribution ainsi que les programmes d'entretien et de maintenance des infrastructures contraignent l'accès à l'énergie électrique, soumise à des délestages pourtant récusés par l'opérateur public.

● DENRÉES

ALIMENTAIRES

L'inflation, une réalité en 2012



L'inflation, une réalité que les Algériens subiront en 2012 comme ils l'ont subie les années précédentes, dans leurs achats quotidiens. Les prix des produits alimentaires de large consommation, tels les fruits et légumes, les viandes, les poissons et autres produits alimentaires notamment, seront plus élevés. Une hausse de l'ordre de 30% pour les produits de première nécessité, comme le prévoyait récemment un responsable de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCCA), voire davantage. Largement disponibles, qu'ils soient produits localement ou importés, ces produits connaîtront d'importantes hausses, en raison notamment de la répercussion par les commerçants de la hausse des prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux ainsi que des frais de transport, la loi de l'offre et de la demande et les dysfonctionnements du marché et du système de distribution. Et ce, malgré les divers mécanismes de régulation commerciale et agricoles mis en place par les pouvoirs publics. Les autres produits de consommation non alimentaires, d'autres biens d'équipement et d'usage quotidien seront également plus chers.

● IMMOBILIER, LOISIRS, VOYAGES

Spéculations plus fortes

Les prix de l'immobilier devraient également et normalement augmenter. Ce marché reste soumis encore à la forte spéculation, en dépit des diverses mesures décidées par les pouvoirs publics en matière de régulation et facilitation de l'accès au logement.

Mais aussi malgré la crise économique mondiale et ses effets dont la baisse des prix de l'immobilier en Espagne, notamment. Les augmentations seront normales concernant les voyages et les loisirs.



CARBURANTS Pas d'augmentations



Les prix des différents carburants ne connaîtront pas d'augmentation en 2012. En raison du maintien des marges et autres taxes déterminant leur fixation, les prix de l'essence et du gasoil resteront inchangés jusqu'à nouvel ordre.

Les Algériens, dont le parc automobile ne cesse de croître, continueront à consommer fortement du diesel, à raison de 13,75 dinars le litre mais aussi de l'essence super et sans plomb à environ 23 dinars, sans grever leur budget. Cela même si la disponibilité de ces deux carburants très prisés reste parfois aléatoire, le nombre des stations-service notamment le long de l'autoroute Est-Ouest et autres nouvelles voies rapides reste encore insuffisant et que la carburation au GPL et autres combustibles moins polluants demeure encore très limitée.

● IMPÔTS ET TAXES

Pas d'augmentations annoncées

Les différents impôts et taxes fiscales et parafiscales en vigueur resteront inchangés. Aucune augmentation n'est prévue par la loi de finances 2012 qui prévoit, a contrario, des réductions et des exonérations.

Celles-ci concernent notamment le blé dur à l'importation exonéré de la taxe imposée en 2010, lorsque le prix du quintal à l'importation est inférieur au prix réglementé sur le marché local.

De même, les laits infantiles médicaux spéciaux seront moins chers grâce à leur exemption de la taxe sur la valeur ajoutée et une réduction des droits de douane de 30 à 5%. A moins qu'une loi de finances complémentaire pour 2012 ne décide le contraire ! Comme les frais d'assurances, les frais médicaux et autres services ne devraient pas subir de changement.

● EAU :

Pas de hausse prévue



Les tarifs de l'eau ne changeront pas. Les citoyens continueront à payer leurs factures selon leurs tranches de consommation et indices actuels et à bénéficier d'une eau subventionnée. «Aucune augmentation des tarifs n'est prévue. Le gouvernement n'y songe même pas.» C'est ce que le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, a assuré tout récemment.

Et d'autant plus que la disponibilité de la ressource s'améliore relativement même si des problèmes de distribution et d'assainissement se posent, voire la culture de l'économie de l'eau fait encore défaut chez la majorité des Algériens.